

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 mars 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative à la ratification des traités commerciaux et des traités d'investissement de l'Union européenne

(déposée par
Mme Anneleen Van Bossuyt et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 maart 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

over de ratificatie van handels- en investeringsverdragen van de Europese Unie

(ingedien door
mevrouw Anneleen Van Bossuyt c.s.)

09173

N-VA	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
Ecolo-Groen	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
PS	: <i>Parti Socialiste</i>
VB	: <i>Vlaams Belang</i>
MR	: <i>Mouvement Réformateur</i>
cd&v	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
PVDA-PTB	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
Open Vld	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
Vooruit	: <i>Vooruit</i>
Les Engagés	: <i>Les Engagés</i>
DéFI	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
INDEP-ONAFH	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 55 0000/000	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkorting bij de nummering van de publicaties:

DOC 55 0000/000	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN	<i>Plenum</i>
COM	<i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'autonomie stratégique ouverte est l'une des priorités de l'Union européenne. Ces dernières années, le Vieux Continent a été confronté à des crises sanitaires et sécuritaires qui ont révélé les effets délétères de sa trop grande dépendance à certains biens et à certaines matières premières vendus par un trop petit nombre de fournisseurs.

Outre des objectifs défensifs, il est clair que l'Europe doit poursuivre des objectifs offensifs pour pouvoir préserver et renforcer son importance et celle de ses entreprises au niveau mondial. En effet, dans le rapport de forces croissant entre les puissances économiques, la compétitivité et l'innovation sont les clés du succès.

Il s'agit de deux problèmes apparemment différents mais qui pourraient être partiellement réglés grâce à une même stratégie d'amélioration de l'accès aux marchés étrangers pour les entreprises européennes. En effet, la diminution des tarifs, la levée des obstacles au commerce et l'harmonisation des normes permettent aux entreprises non seulement d'augmenter leurs possibilités d'exportation – en leur permettant de proposer leurs produits et leurs services à un éventail de clients plus large et plus diversifié – mais aussi de diversifier leurs sources d'approvisionnement, ce qui, dans le contexte mondial instable et polarisé que nous connaissons, réduit leur sensibilité aux chocs provoqués par les crises sur les marchés.

Les traités commerciaux et les traités d'investissement ne sont pas essentiels pour garantir l'avenir de la croissance économique européenne, mais ils peuvent néanmoins garantir le caractère durable de cette croissance conformément à notre stratégie verte et numérique commune. Ces accords peuvent et doivent constituer un levier pour améliorer les normes applicables aux produits, les normes environnementales et la sécurité alimentaire. C'est pourquoi ils contiennent de plus en plus souvent des dispositions contraignantes en matière de normes sociales, environnementales et professionnelles qui induisent aussi des mutations essentielles chez nos partenaires.

Ces accords jouent cependant aussi un rôle plus large sur le plan géopolitique, dans le contexte mondial de fortes tensions entre puissances que nous connaissons actuellement. En effet, ils peuvent contribuer à garantir la stabilité politique et la paix entre l'Europe et le reste du monde. Le commerce permet aux pays européens et aux pays d'autres continents d'apprendre à mieux se

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Open strategische autonomie staat hoog op de Europese agenda. In de afgelopen jaren werd het oude continent geconfronteerd met gezondheids- en veiligheidscrisisen die de kwalijke gevolgen blootlegden van haar te grote afhankelijkheid voor bepaalde goederen en grondstoffen van een te beperkte groep van toeleveranciers.

Naast defensieve belangen is het duidelijk dat Europa ook een offensieve strategie moet kunnen nastreven om wereldwijd haar relevantie en die van haar bedrijven te kunnen behouden en doen groeien. In de toenemende krachtmeting van economische machtsblokken zijn concurrentiekracht en innovatie sleutelwoorden tot succes.

Dit zijn twee schijnbaar uiteenlopende problemen, maar hun oplossing kan toch deels in dezelfde strategie worden gevonden: het verkrijgen van een betere toegang tot buitenlandse markten voor onze Europese bedrijven. Het verlagen van tarieven, het wegnemen van handelsbelemmeringen en het nivelleren van standaarden laat onze bedrijven niet enkel toe om hun exportmogelijkheden te vergroten doordat ze hun producten en diensten kunnen aanbieden aan een groter en uiteenlopender aantal klanten; het laat ook toe dat ze hun bevoorrading kunnen diversificeren, wat hen in deze gepolariseerde en instabiele wereld minder gevoelig maakt voor de door de crisissen geïnduceerde marktschokken.

Handels- en investeringsverdragen zijn niet-essentiële bouwstenen in het garanderen van verdere economische groei in Europa, maar kunnen ook verzekeren dat die groei duurzaam verloopt volgens onze gemeenschappelijke groene en digitale strategie. Die akkoorden kunnen en moeten een hefboom vormen voor hogere productnormen, milieustandaarden en een betere voedselveiligheid. Daartoe bevatten ze in toenemende mate afdwingbare bepalingen rond sociale normen en milieu- en arbeidsnormen, die ook wezenlijke veranderingen met zich meebrengen bij onze partners.

Er is evenwel ook een bredere rol voor deze akkoorden weggelegd op geopolitiek vlak, in een verscheurde wereld waar de spanningen tussen de machtsblokken hoog oplopen. Zij kunnen bijdragen tot de politieke stabiliteit en vrede tussen Europa en de rest van de wereld. Door handel te drijven, leren Europese landen en andere continenten elkaar en hun gevoeligheden

connaître et se comprendre, ainsi qu'à mieux connaître et appréhender leurs sensibilités respectives. La définition d'un socle commun de coopération et le partage d'intérêts ne pourront qu'avoir une incidence positive sur l'apaisement des tensions et des conflits.

C'est pourquoi il est crucial que l'Union européenne et ses États membres ratifient des traités commerciaux et d'investissement pour soutenir la croissance économique et l'emploi au sein de l'Union européenne et pour promouvoir des normes de durabilité, la stabilité politique et la paix à travers le monde. Force est malheureusement de constater que certains de ces accords tardent à être ratifiés, ce qui les empêche d'entrer pleinement ou définitivement en vigueur. Il est plus regrettable encore que la Belgique figure trop souvent parmi les États membres qui bloquent ces accords.

La Belgique est même le dernier État membre de l'Union européenne à être en défaut de ratification dans deux des neuf procédures de ratification d'accords commerciaux et d'investissement en cours dans notre pays, à savoir celles portant sur l'accord d'association avec l'Amérique centrale et sur l'accord commercial avec la Communauté andine. Cette situation donne l'impression que la Belgique est opposée aux accords commerciaux et d'investissement internationaux, en particulier ceux conclus avec l'Amérique du Sud. Tel est le constat déjà dressé en des termes plus voilés par des membres et des représentants de la Commission européenne. Cette situation ternit notre image et pourrait, à terme, aussi nuire à notre économie.

L'importance de ces accords pour notre pays est pourtant évidente: la Belgique et surtout la Flandre ont une économie extrêmement ouverte en raison de leur situation géographique centrale et de leur accessibilité par la mer du Nord. Le commerce international est vital pour notre économie et nos emplois. Sur le plan économique (à hauteur de 85 % de son PIB) et de l'emploi (à concurrence d'un emploi sur cinq), la Belgique dépend en effet fortement du commerce. En Flandre, un emploi sur trois dépend même des exportations et 40 % des emplois industriels sont créés par des entreprises étrangères, qui pèsent au total 54 % de la valeur ajoutée produite.

En Belgique, l'assentiment des accords mixtes ressortit prioritairement aux entités fédérées. Pour qu'un processus de ratification aboutisse dans notre pays, chaque parlement concerné doit d'abord marquer son approbation avant que le niveau fédéral puisse signer les accords. Ces procédures de ratification s'éternisent tant qu'une des approbations fait défaut, que ce soit celle du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française ou du Parlement bruxellois. Pour l'heure,

beter kennen en begrijpen. Een gemeenschappelijke grond voor samenwerking vinden en belangen delen kan enkel een positieve invloed hebben op het verminderen van spanningen en conflicten.

Het is daarom van groot belang dat de EU en haar lidstaten handels- en investeringsverdragen ratificeren om de economische groei en werkgelegenheid binnen de Unie te ondersteunen en standaarden van duurzaamheid, politieke stabiliteit en vrede wereldwijd te bevorderen. We moeten evenwel helaas vaststellen dat sommige van deze akkoorden maar niet geratificeerd raken, waardoor zij niet volledig of definitief in werking kunnen treden. Nog spijtiger is dat de naam "België" al te vaak valt als het aankomt op leden die deze akkoorden blokkeren.

Voor twee van de negen ratificatieprocedures voor handels- en investeringsakkoorden die in België momenteel nog lopend zijn, namelijk het associatieakkoord met Centraal-Amerika en het handelsakkoord met de Andesgemeenschap, is België zelfs de laatste EU-lidstaat die nog tot ratificatie moet overgaan. Daardoor ontstaat over België de perceptie dat het land weigerachtig staat ten aanzien van internationale handels- en investeringsakkoorden, in het bijzonder met het Latijns-Amerikaanse continent. Dat werd zo al in meer omfloerste termen geschetst door leden en vertegenwoordigers van de Europese Commissie. Het levert ons een negatief imago op en kan onze economie op termijn ook schade berokkenen.

De belangen voor ons zijn nochtans duidelijk: België en vooral Vlaanderen hebben door hun centrale ligging en toegang via de Noordzee een uitermate open economie. Internationale handel dicteert ons economisch bestel en onze werkgelegenheid. België is economisch (voor 85 % van het bbp) en wat werkgelegenheid betreft (één op de vijf jobs) sterk afhankelijk van handel. Voor Vlaanderen is zelfs één op de drie jobs verbonden met export en wordt 40 % van de jobs in de industrie gecreëerd bij bedrijven van buitenlandse oorsprong, die in totaal 54 % van de toegevoegde waarde creëren.

Het zwaartepunt van de instemming met gemengde akkoorden in ons land ligt bij de deelstaten. Om een ratificatieproces in België rond te krijgen, moet elk betrokken parlement er zijn goedkeuring aan geven alvorens het federale niveau er zijn handtekening onder kan plaatsen. Die ratificatieprocedures blijven aanslepen omdat nu eens de goedkeuring ontbreekt van het Waals Parlement, dan weer dat van het Parlement van de Franse Gemeenschap of het Brussels Parlement. Ook

l'autorité fédérale a, elle aussi, encore quatre procédures d'assentiment à finaliser.

La présente proposition de résolution appelle dès lors le gouvernement fédéral à se rallier au signal envoyé par la Flandre, à poursuivre ses efforts en vue d'accroître et d'améliorer les traités de commerce et d'investissements au niveau européen et à effectuer les démarches nécessaires pour accélérer, pour son propre compte, la ratification des traités à l'examen.

Il est d'une importance capitale que nos entreprises puissent tirer pleinement profit de ces traités, âprement négociés par l'Union européenne, et que nous les appliquions pour assurer le développement durable des sociétés et de l'industrie à l'échelle mondiale.

de federale overheid zelf heeft momenteel vier instemmingsprocedures die nog niet zijn voltooid.

Om die reden roepen wij er de federale regering in dit voorstel van resolutie toe op om zich aan te sluiten bij het signaal uit Vlaanderen, zich te blijven inspannen voor meer en betere handels- en investeringsverdragen op Europees niveau en de nodige stappen te zetten om voor eigen rekening de ratificatie van lopende verdragen te versnellen.

Het is van ontzettend groot belang dat onze bedrijven ten volle profijt kunnen halen uit deze verdragen, die met veel moeite bedongen werden door de Europese Unie, en dat wij ze gebruiken voor de wereldwijde duurzame ontwikkeling van de samenleving en de industrie.

Anneleen Van Bossuyt (N-VA)
Michael Freilich (N-VA)
Sander Loones (N-VA)
Tomas Roggeman (N-VA)
Kathleen Depoorter (N-VA)
Katrien Houtmeyers (N-VA)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE,

A. convaincue que le commerce extérieur relève en priorité de la compétence des Régions, étant donné que le centre de gravité est indiscutablement situé au niveau des entités fédérées et que le niveau fédéral joue un rôle d'appui, et qu'il en va de même pour la procédure d'assentiment, dans laquelle les trois Régions participent au processus de ratification des traités commerciaux et des traités d'investissement, chacune étant libre, sur la base de sa propre évaluation, de donner ou non son approbation;

B. invoquant l'exposé d'orientation politique de la ministre des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, dans lequel on peut lire: "La ratification, le suivi et la mise en œuvre des accords commerciaux dans toutes ses dimensions resteront un point d'attention de notre pays" (DOC 55 1610/066, p. 17);

C. soulignant que la Belgique, et en particulier la Flandre, dispose de l'une des économies les plus ouvertes au monde: sur le plan économique (à hauteur de 85 % du PIB) et en matière d'emploi (un emploi sur cinq), elle est fortement tributaire du commerce; en Flandre, un emploi sur trois est même lié à l'exportation et 40 % des emplois dans l'industrie sont créés par des entreprises d'origine étrangère, qui génèrent au total 54 % de la valeur ajoutée;

D. soulignant qu'en 2021, les entreprises belges ont exporté des biens à hauteur de 464,3 milliards d'euros, la Flandre représentant 380,5 milliards d'euros, soit 82 % du total belge;

E. prenant acte du fait qu'à partir de 2024, plus de 85 % de la croissance mondiale proviendra de l'extérieur de l'Europe;

F. considérant qu'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a souligné, dans son discours sur l'état de l'Union du 14 septembre 2022, l'importance de la politique commerciale européenne pour l'économie et qu'elle a pris un cap très clairement pro-commercial;

G. considérant que nos exportateurs et nos investisseurs opèrent dans une économie mondiale de plus en plus volatile et dans laquelle le protectionnisme gagne du terrain;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. ervan overtuigd dat buitenlandse handel in eerste orde een gewestbevoegdheid is, waarbij het zwaartepunt ontegensprekelijk bij de deelstaten ligt en het federale niveau ondersteunend optreedt, en dat dit ook geldt voor de instemmingsprocedure, waarin de drie gewesten participeren in het ratificatieproces van de handels- en investeringsverdragen en elk op basis van hun eigen beoordeling kunnen beslissen om al dan niet over te gaan tot de goedkeuring ervan;

B. de beleidsverklaring van minister van Buitenlandse Zaken Hadja Lahbib inroepend, waarin gesteld wordt: "de ratificatie, opvolging en uitvoering van de handels-akkoorden in al hun dimensies blijft een aandachtspunt voor ons land" (DOC 55 1610/066, p. 17);

C. er op wijzend dat België en in het bijzonder Vlaanderen een van de meest open economieën in de wereld heeft: België is economisch (voor 85 % van het bbp) en wat werkgelegenheid betreft (1 op de 5 jobs) sterk afhankelijk van handel; voor Vlaanderen is zelfs één op de drie jobs verbonden met export en wordt 40 % van de jobs in de industrie gecreëerd bij bedrijven van buitenlandse oorsprong, die in totaal 54 % van de toegevoegde waarde creëren;

D. aanstippend dat Belgische bedrijven in 2021 voor 464,3 miljard euro aan goederen hebben uitgevoerd, waarvan Vlaanderen 380,5 miljard euro of 82 % van het Belgische totaal voor zijn rekening nam;

E. akte nemend van het feit dat vanaf 2024 ruim 85 % van de wereldwijde groei buiten Europa zal worden gerealiseerd;

F. gelet op het feit dat Ursula von der Leyen, voorzitter van de Europese Commissie, op 14 september 2022 in haar *State of the Union* het belang van het Europese handelsbeleid voor de economie heeft benadrukt en een heel duidelijke pro-handelskoers heeft ingezet;

G. inroepend dat onze exporteurs en investeerders opereren in een wereldeconomie die steeds volatieler wordt en waarin protectionisme toeneemt;

H. signalant que notre statut d'économie ouverte nous rend également vulnérables aux chocs et oblige les entreprises à constamment chercher de nouveaux marchés;

I. convaincue que nos entreprises exportatrices ne doivent pas seulement faire face à des perturbations dans les chaînes de production et de distribution, mais aussi à des pénuries d'approvisionnement et à des hausses des prix de l'énergie et des matières premières, et que les répercussions géopolitiques et économiques de la guerre en Ukraine perturbent profondément le commerce international;

J. considérant que le commerce international aura besoin de temps pour retrouver de nouveaux équilibres et que la résilience, l'innovation technologique, la diversification des marchés et la répartition des risques ne cesseront de gagner en importance à l'avenir;

K. constatant qu'au regard de la transition numérique et écologique de l'économie, les accords commerciaux sont essentiels pour assurer la diversification des sources d'exportation et d'importation et le renforcement des chaînes d'approvisionnement et des lignes de sous-traitance;

L. faisant observer que l'internationalisation est vitale pour la prospérité et que la conclusion d'accords commerciaux européens est une clé permettant d'ouvrir de nouveaux marchés;

M. considérant que les accords commerciaux et d'investissement européens doivent être conformes aux normes de travail, de produits et d'environnement européennes élevées et aux normes de sécurité alimentaire et de santé publique, et qu'ils doivent par ailleurs aussi respecter les droits humains et les pratiques commerciales durables et socialement responsables;

N. rappelant le nouveau plan présenté par la Commission européenne le 22 juin 2022, qui a pour but de rendre le commerce de l'Union européenne plus écologique, plus équitable et plus durable à l'aide du plan TSD (*Trade and Sustainable Development*) révisé;

O. vu les neuf procédures de ratification d'accords commerciaux et d'investissement encore en cours en Belgique en ce moment, à savoir:

O.1. l'accord d'association avec l'Amérique centrale;

O.2. l'accord commercial avec la Communauté andine;

H. signalerend dat de positie als open economie ons tegelijk ook kwetsbaar maakt voor schokken en bedrijven ertoe dwingt om steeds nieuwe markten te zoeken;

I. ervan overtuigd dat onze exportbedrijven niet alleen af te rekenen krijgen met verstoringen in de productie- en distributieketen, maar ook met aanvoertekorten en stijgende energie- en grondstofprijzen, en dat de geopolitieke en economische impact van de oorlog in Oekraïne de wereldhandel grondig verstoort;

J. inroepend dat de internationale handel tijd nodig zal hebben om tot nieuwe evenwichten te komen en veerkracht, technologische innovatie, marktdiversificatie en risicospreiding de komende tijd alleen maar cruciale zullen worden;

K. constaterend dat handelsakkoorden met het oog op de digitale en ecologische transitie van de economie essentieel zijn voor de diversificatie van export- en importbronnen en voor het versterken van bevoorratingsketens en toeleveringslijnen;

L. opmerkend dat internationalisering vitaal is voor de welvaart en dat het sluiten van Europese handelsakkoorden daarbij een sleutel is die nieuwe markten opent;

M. gelet op het feit dat de Europese handels- en investeringsakkoorden in overeenstemming moeten zijn met de hoge Europese arbeidsnormen, productnormen en milieustandaarden en met de standaarden voor voedselveiligheid en volksgezondheid, en daarnaast ook oog moeten hebben voor mensenrechten en voor duurzaam en maatschappelijk verantwoord ondernemen;

N. herinnerend aan het nieuwe plan, dat de Europese Commissie op 22 juni 2022 voorstelde, om de handel van de EU groener, eerlijker en duurzamer te maken door middel van het zogenaamde herziene TSD-plan (*Trade and Sustainable Development*);

O. nota nemend van de negen ratificatieprocedures voor handels- en investeringsakkoorden die in België momenteel nog lopende zijn, namelijk:

O.1. het associatieakkoord met Centraal-Amerika;

O.2. het handelsakkoord met de Andesgemeenschap;

O.3. l'accord économique et commercial avec le Canada (le *Comprehensive Economic and Trade Agreement*, CETA);

O.4. l'accord de partenariat économique avec la Communauté de développement d'Afrique australe (composée du Botswana, du Lesotho, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et de l'Eswatini);

O.5. la *Southern Africa Development Community* (SADC);

O.6. l'accord de partenariat économique temporaire avec le Ghana;

O.7. l'accord de partenariat économique temporaire avec la Côte d'Ivoire;

O.8. l'accord de protection des investissements avec Singapour;

O.9. l'accord de protection des investissements avec le Vietnam;

P. faisant observer que la procédure belge de ratification de chacun des neuf accords est déjà achevée du côté flamand, mais qu'il manque systématiquement la ratification de la Communauté française, de la Région wallonne et/ou de la Région de Bruxelles-Capitale;

Q. signalant que la procédure de ratification des accords de partenariat économique temporaires avec le Ghana et la Côte d'Ivoire et des accords de protection des investissements avec Singapour et le Vietnam n'est pas achevée au niveau fédéral;

R. considérant que les négociations relatives à l'accord d'association avec le Mexique et à l'accord commercial avec la Nouvelle-Zélande sont terminées et qu'il y a lieu d'attendre le début de la ratification de ces accords;

S. constatant que les négociations autour de l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur ont formellement pris fin, mais que des discussions sur des engagements supplémentaires en matière de développement durable, en particulier concernant la déforestation et les droits du travail, sont encore en cours;

T. indiquant que des négociations avec le Chili, l'Australie, l'Indonésie et l'Inde sont en cours au sein de l'Union européenne;

U. considérant qu'aucune ratification n'est exigée pour la partie commerciale de ces accords et que ces dispositions entrent en vigueur, mais qu'il n'en va pas de même pour de nombreuses autres dispositions,

O.3. het economisch akkoord en handelsakkoord met Canada (het *Comprehensive Economic and Trade Agreement*, CETA);

O.4. de economische partnerschapsovereenkomst met de landen Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibië, Zuid-Afrika en Eswatini van de Ontwikkelingsgemeenschap van Zuidelijk Afrika;

O.5. de *Southern Africa Development Community* (SADC);

O.6. de tijdelijke economische partnerschapovereenkomst met Ghana;

O.7. de tijdelijke economische partnerschapovereenkomst met Ivoorkust;

O.8. het investeringsbeschermingsakkoord met Singapore;

O.9. het investeringsbeschermingsakkoord met Vietnam;

P. opmerkend dat de Belgische instemmingsprocedure aan Vlaamse kant voor elk van die negen akkoorden al is voltooid, maar dat er telkens een ratificatie van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en/of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ontbreekt;

Q. waarschuwend dat op federaal niveau de instemmingsprocedure niet voltooid is voor de tijdelijke economische partnerschapsovereenkomsten met Ghana en Ivoorkust, en voor de investeringsbeschermingsakkoorden met Singapore en Vietnam;

R. er op vertrouwend dat de onderhandelingen voor het associatieakkoord met Mexico en het handelsakkoord met Nieuw-Zeeland afgerond zijn en het wachten is op de start van de ratificatie;

S. constaterend dat de onderhandelingen over het vrijhandelsakkoord met de Mercosur-landen formeel werden afgerond, maar dat er nog gesprekken lopen over bijkomende engagementen over duurzame ontwikkeling, meer bepaald over ontbossing en arbeidsrechten;

T. er op wijzend dat er bij de EU momenteel onderhandelingen lopen met Chili, Australië, Indonesië en India;

U. er aan refererend dat er voor het handelsdeel van die akkoorden geen ratificatie vereist is en dat die bepalingen in werking treden, maar dat dit niet geldt voor veel van de overige bepalingen omdat ze gemengd of

parce qu'elles concernent des compétences purement ou partiellement nationales, qui nécessitent donc bel et bien une ratification;

V. constatant que la Belgique prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne en janvier 2024;

1. RECONNAÎT que la politique de commerce et d'investissement est importante pour la création d'emploi et la croissance économique, qu'elle constitue un levier important pour la croissance économique et le développement durable et qu'elle peut également être utilisée en tant qu'outil au service de l'homme et de l'environnement;

2. PLAIDE EN FAVEUR d'un agenda commercial équilibré, qui veille à créer des conditions de concurrence équitable, accorde de l'attention à l'aspect offensif du commerce et est étroitement lié à un renforcement de la compétitivité de l'Union européenne;

3. DEMANDE INSTAMMENT une ratification rapide des accords de commerce et d'investissement en cours;

4. EST FAVORABLE à la conclusion d'accords commerciaux avec de nouveaux partenaires et à l'élargissement des accords existants en vue de créer de nouvelles ouvertures sur le marché et d'améliorer l'accès au marché des entreprises flamandes, wallonnes, bruxelloises et européennes, étant entendu que ces accords doivent contenir des chapitres ambitieux en termes de développement durable, de normes de produits, de normes environnementales et de sécurité alimentaire;

5. DEMANDE INSTAMMENT la négociation et la conclusion de nouveaux accords d'investissement bilatéraux qui créent un climat d'investissement prévisible et efficace, encouragent les investissements et assurent une bonne protection de ces derniers;

6. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

6.1. de se rallier, au niveau intrabelge, à la demande flamande d'une ratification rapide par les autres entités fédérées des accords équilibrés de commerce, de partenariat et de protection des investissements de l'Union européenne, l'absence de ces ratifications ayant un impact important sur la prospérité et sur l'image de la Belgique et de l'Union européenne en tant que partenaire commercial fiable au niveau mondial;

6.2. au cours de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne du premier semestre de 2024, en concertation avec les entités fédérées, d'accorder expressément de l'attention aux éléments offensifs et

pure lidstaatbevoegdheden betreffen, waarvoor dus wél een ratificatie nodig is;

V. vaststellend dat in januari 2024 België het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie op zich zal nemen;

1. ERKENT dat het handels- en investeringsbeleid belangrijk is voor jobcreatie en economische groei, het een belangrijke hefboom voor economische groei en duurzame ontwikkeling vormt en ook als een instrument ten dienste van mens en milieu kan worden gebruikt;

2. PLEIT VOOR een evenwichtige handelsagenda, die aandacht besteedt aan een gelijk speelveld en aan de offensieve kant van handel, en die nauw samenhangt met een versterkt concurrentievermogen van de EU;

3. DRINGT AAN OP een snelle ratificatie van de lopende handels- en investeringsakkoorden;

4. IS VRAGENDE PARTIJ VOOR het sluiten van handelsakkoorden met nieuwe partners en het verbreden van bestaande akkoorden met het oog op het creëren van nieuwe marktopeningen en verbeterde markttoegang voor de Vlaamse, Waalse, Brusselse en Europese bedrijven, waarbij die akkoorden ambitieuze hoofdstukken moeten bevatten over duurzame ontwikkeling, productnormen, milieustandaarden en voedselveiligheid;

5. DRINGT AAN OP het onderhandelen en sluiten van nieuwe bilaterale investeringsakkoorden die een voorspelbaar en efficiënt investeringssklimaat creëren, investeringen bevorderen en zorgen voor een goede investeringsbescherming;

6. VERZOEK DE FEDERALE REGERING:

6.1. zich op intra-Belgisch niveau aan te sluiten bij de Vlaamse vraag naar een snelle ratificatie van de evenwichtige handels-, partnerschaps- en investeringsbeschermingsakkoorden van de Europese Unie door de andere deelstaten, aangezien het uitblijven van die ratificaties sterk weegt op de welvaart en het imago van België en de EU als betrouwbare handelspartner op wereldvlak;

6.2. tijdens het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie in de eerste helft van 2024, in samenspraak met de deelstaten, nadrukkelijk aandacht te besteden aan de offensieve en defensieve elementen

défensifs du programme commercial et d'investissement, et en particulier à la diversification des chaînes de valeur, à l'autonomie stratégique ouverte et à la compétitivité de nos PME;

6.3. de continuer à défendre l'utilisation d'accords commerciaux équilibrés en tant que levier;

6.4. de se positionner comme un partenaire fiable lors de la ratification des accords commerciaux;

6.5. de demander à la Commission européenne de cartographier l'impact des accords commerciaux en vigueur et de procéder à des évaluations post-impact.

2 mars 2023

van de handels- en investeringsagenda, en in het bijzonder aandacht te hebben voor de diversificatie van waardeketens, open strategische autonomie en het concurrentievermogen van onze kmo's;

6.3. het gebruik van evenwichtige handelsakkoorden als hefboom te blijven verdedigen;

6.4. zich als een betrouwbare partner bij de ratificatie van handelsakkoorden op te stellen;

6.5. de Europese Commissie te verzoeken om de impact van handelsakkoorden die in werking zijn getreden in kaart te brengen en in te zetten op *post-impact assessments*.

2 maart 2023

Anneleen Van Bossuyt (N-VA)
Michael Freilich (N-VA)
Sander Loones (N-VA)
Tomas Roggeman (N-VA)
Kathleen Depoorter (N-VA)
Katrien Houtmeyers (N-VA)